

LE DEVOIR



ACTUALITÉS

Le mur de Trump menace la biodiversité | A 4

CULTURE

Hannah Gadsby, quand l'humour se libère de la tyrannie du rire | B 1

La Grèce endeuillée



Les incendies de forêt en Grèce ont déjà fait plus de 70 morts. La vague de chaleur atteint aussi les pays du nord de l'Europe, notamment la Scandinavie, qui doit combattre des incendies. Ces événements sont appelés à se multiplier avec le réchauffement de la planète, selon les experts. À lire en page A 5.

ANGELOS TZORTZINIS AGENCE FRANCE-PRESSE

III IMMIGRATION

Il n'y a pas de crise, réitère Ottawa

La migration irrégulière est un enjeu que doivent gérer les pays partout dans le monde. On ne devrait pas s'étonner que cela concerne aussi le Canada [...]

RALPH GOODALE



MARIE VASTEL
CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE
À OTTAWA
LE DEVOIR

La relâche estivale a été interrompue à Ottawa pour débattre du dossier des migrants. Mais au terme de six heures de rencontre parlementaire, libéraux et partis d'opposition n'avaient offert rien de plus que leurs récriminations respectives des derniers mois. Le gouvernement Trudeau n'avait rien de neuf à annoncer sur la situation à la frontière. Son plan de triage pour soulager le Québec est toujours en veilleuse.

Les libéraux avaient promis, mi-avril, de rediriger les migrants qui arrivent en quasi-totalité au Québec vers des villes ontariennes où ils songent à s'installer. Or, trois mois plus tard, le fédéral n'a toujours rien annoncé. Le coupable, plaide-t-il: le nouveau gouvernement conservateur de Doug Ford en Ontario, qui refuse de collaborer en reprochant au fédéral d'être responsable de l'afflux d'arrivées irrégulières à la frontière. Sa ministre de l'Immigration, Lisa MacLeod, a même réclamé un chèque de 200 millions à Ottawa mardi pour éponger la facture.

Le projet du gouvernement de Justin Trudeau est donc dans les limbes. « Nous avons besoin que l'Ontario s'assesse avec nous à la table, afin de finaliser nos plans », a argué le ministre de l'Immigration, Ahmed Hussen, en se disant néanmoins toujours « optimiste » à l'issue de la rencontre du comité parlementaire de l'immigration.

Quelques heures plus tôt, son collègue de la Sécurité publique, Ralph Goodale, avait défendu la réponse de son gouvernement à l'arrivée nombreuse de migrants, en martelant qu'il n'existe pas de solution miracle. Conservateurs et néodémocrates ont

VOIR PAGE A 3 : CRISE

INDEX

Avis légaux.....	B7
Carrières.....	B5
Culture.....	B2
Décès.....	B4
Économie.....	B4
Éditorial.....	A6
Grille TV.....	B2
Idées.....	A7
Météo.....	B6
Monde.....	B7
Mots croisés.....	B6
Petites annonces.....	B4
Sports.....	B6
Sudoku.....	B6

III CINÉMA

Fiction et réalité confondues

Avec *Le nid*, David Paradis lance Pierre-Luc Brillant et Isabelle Blais dans une stimulante allégorie

David Paradis présente *Le nid* mercredi, en première à Fantasia. Pierre-Luc Briand et Isabelle Blais y jouent des conjoints comédiens portant les mêmes noms qu'eux, entre autres mises en abyme.

FRANÇOIS LÉVESQUE
LE DEVOIR

Jusqu'où iriez-vous pour sauver votre couple? Pierre-Luc, comédien de son métier, est prêt à aller très loin. À preuve, il a accepté la demande

VOIR PAGE A 4 : FICTION



Pierre-Luc Brillant et Isabelle Blais (ci-contre) dans une scène du film *Le nid* du réalisateur David Paradis (ci-dessus)
K-FILMS AMÉRIQUE



7 783131 043511

 TELUS^{MD}

présente

Cavalía

ODYSSEO

« UN SPECTACLE OÙ
CHEVAUX ET HOMMES
CAVALENT EN SYMBIOSE »

— LE DEVOIR

À L’AFFICHE DÈS AUJOURD’HUI

SOUS LE GRAND CHAPITEAU BLANC
À L’ENTRÉE DU PONT JACQUES-CARTIER • 1-866-999-8111 • cavalia.com

THE KEG
STEAKHOUSE • BAR

Les partis restent sur leurs positions

CRISE

SUITE DE LA PAGE A 1

passé le reste la journée à reprocher aux libéraux de ne s'être même pas donné la peine d'essayer.

« Il y a un défi. Mais ce n'est pas une crise », a insisté le ministre Goodale. « La migration irrégulière est un enjeu que doivent gérer les pays partout dans le monde. On ne devrait pas s'étonner que cela concerne aussi le Canada et on ne devrait pas penser qu'il y a une solution facile à ce problème mondial complexe. »

Le mois dernier, la GRC a intercepté 1263 entrées irrégulières au pays (dont 1179 au Québec). Il s'agit du chiffre mensuel le plus bas depuis juin 2017 — moitié moins qu'au mois d'avril.

« La tendance est à la baisse », s'est félicité le ministre Husen, déplorant que les conservateurs exploitent néanmoins selon lui la peur et la division en parlant d'une « crise ».

La conservatrice Michelle Rempel a plutôt accusé les libéraux de tenir ce discours pour « tenter de faire taire les critiques de leur approche ratée sur cet enjeu. Les Canadiens ont le droit de comprendre comment M. Trudeau assurera l'intégration à long terme de l'arrivée de migrants illégaux ».

Mise en garde

Le représentant au Canada du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés, Jean-Nicolas Beuze, n'a pas apprécié le discours « dangereux » des conservateurs. « Il faut faire attention à ces discours populistes qui cherchent à gagner des votes à court terme, en qualifiant une situation qui est bien gérée à l'heure actuelle de "crise". Il n'y a pas de crise de réfugiés au Canada quand les nombres sont si faibles et que les choses sont bien gérées. »

La rencontre parlementaire a d'ailleurs par moments cédé la place à un débat sur l'utilisation de l'expression « migrants illégaux ». Libéraux et néodémocrates ont martelé qu'en vertu de la loi, ces réfugiés ont le droit de réclamer l'asile s'ils sont entrés au pays en évitant un poste frontalier officiel — ce que permet l'entente sur les tiers pays sûrs avec les États-Unis. Les conservateurs et la ministre ontarienne Lisa MacLeod ont refusé de s'adonner à un « débat sémantique ».

Quant aux solutions à l'arrivée de migrants, chaque parti politique est revenu à la charge avec ses demandes des derniers mois.

Le jour de la marmotte

Les conservateurs ont à nouveau sommé Ottawa d'appliquer l'entente sur les tiers pays sûrs à toute la frontière. Ce qui empêcherait les migrants d'éviter les postes frontaliers pour réclamer l'asile au Canada.

Impossible, a rétorqué le ministre Goodale. Il faudrait patrouiller le long des 9000 km de frontière, embaucher des milliers d'agents frontaliers, et que les États-Unis fassent de même si le Canada veut pouvoir y renvoyer les migrants illégitimes. Le ministre a toutefois reconnu ne pas avoir évoqué l'idée avec les Américains. « Ils agissent en se basant sur des hypothèses, quand ils n'ont même pas abordé la question. C'est irresponsable », a reproché Michelle Rempel.

La néodémocrate Jenny Kwan a réclamé que l'entente avec les Américains soit suspendue. Celle-ci permet à un réfugié de demander l'asile au Canada seulement s'il évite un poste frontalier, s'il a transité d'abord par les États-Unis — un pays jugé sécuritaire. Ce n'est plus le cas sous Donald Trump, a martelé M^{me} Kwan.

Le fédéral rétorque qu'un plus grand nombre de migrants se dirigeraient vers le Canada s'il leur était garanti qu'ils pourraient y réclamer l'asile sans condition.

Bill Blair malmené

Le nouveau ministre de la Sécurité frontalière, Bill Blair, a quant à lui été particulièrement cuisiné par les conservateurs, qui l'ont interrompu sans relâche lors de cette première activité parlementaire. M. Blair a dû défendre son rôle de ministre, lui qui ne sera pas directement à la tête des agences responsables de la frontière ou des demandes d'asile.

« Le fait qu'aucune des agences pertinentes ne relève de vous porte à croire que votre nomination était davantage un énoncé politique qu'une décision menée pour des raisons pratiques », lui a lancé le conservateur Pierre Poilievre.



Une partie des migrants irréguliers pourront éviter de séjourner dans un centre de détention en attendant qu'on statue sur leur sort. CHARLES KRUPA LA PRESSE CANADIENNE

III IMMIGRATION

Goodale veut réduire le recours à la détention

AMÉLI PINEDA
LE DEVOIR

Les immigrants en situation irrégulière pourront désormais être surveillés dans la collectivité plutôt que d'être incarcérés dans un centre de détention. Le gouvernement fédéral a confirmé mardi la mise en place d'un programme de solutions de rechange afin de réduire le recours à la détention des immigrants.

Ce nouveau programme comprend trois nouvelles mesures pour éviter aux personnes immigrantes d'être détenues lorsqu'elles ne représentent pas un risque pour la sécurité publique et qu'elles ne risquent pas de s'évanouir dans la nature.

Selon le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, cette initiative permettra à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) de « traiter les personnes dans le système de l'immigration avec dignité [...] tout en tenant compte des exigences de sécurité publique ».

Les individus qui se qualifient pour une détention hors les murs pourront être surveillés dans la collectivité grâce à un partenariat entre le gouvernement et trois organismes. On peut notamment penser aux femmes enceintes, aux personnes âgées, aux malades ou encore aux familles.

Au Québec, la Société John Howard, dont la mission est de favoriser le traitement juste et humanitaire des per-

sonnes incarcérées, s'occupera de cette supervision.

« La détention et la garde devraient être utilisées avec retenue en attendant la résolution finale d'un dossier d'immigration. Le programme de surveillance dans la collectivité permettra d'encadrer les personnes immigrantes en s'attaquant aux facteurs sociaux, tels que l'emploi et l'hébergement », souligne Cassandra Roy, coordonnatrice nationale du programme de solution de remplacement à la détention à la Société John Howard. Ottawa estime qu'ensemble, les trois organismes ont la capacité de surveiller jusqu'à 800 personnes dans la collectivité.

Parmi les autres mesures, un système de déclaration vocale a été mis en place pour permettre à 10 000 personnes de confirmer leur présence à l'ASFC à des intervalles convenus.

Un projet-pilote de surveillance électronique, qui comprendra le port d'un dispositif muni d'un GPS, sera également mené auprès de 20 personnes dans la grande région de Toronto.

Jusqu'à présent, les seules autres options dont l'ASFC disposait étaient l'imposition d'un cautionnement et celle de conditions de surveillance.

Unité familiale favorisée

Ces solutions de rechange favoriseront l'unité familiale en évitant de séparer des enfants de leurs parents ou au contraire de voir des mineurs se retrou-

ver derrière les barreaux aux côtés de leur famille.

« Les cas de détention d'enfants sont loin de ce dont on entend parler aux États-Unis, mais il reste que c'est une réalité canadienne aussi. Chaque année, des mineurs se retrouvent dans des centres de surveillance. Le gouvernement vient de faire un pas dans la bonne direction en trouvant d'autres mesures pour éviter ces situations », a souligné Paul Clarke, directeur général d'Action Réfugiés Montréal.

L'opposition officielle à Ottawa s'est montrée sceptique quant à l'adoption de ces nouvelles mesures.

« Ces changements doivent être apportés de façon à assurer la sécurité des Canadiens. Malheureusement, comme nous l'avons vu par le passé, les libéraux ont un piètre bilan de mise en application appropriée des politiques. Les conservateurs vont s'assurer que c'est fait de manière appropriée et vont demander des comptes aux libéraux si ce n'est pas le cas », a fait valoir Pierre Paul-Hus, porte-parole en matière de sécurité publique pour le Parti conservateur du Canada.

En 2016, le gouvernement fédéral a lancé le nouveau Cadre national en matière de détention liée à l'immigration, qui dispose d'un financement de 138 millions de dollars. Un des volets comprend la construction d'un nouveau centre de détention plus spacieux à Laval. L'établissement devrait ouvrir ses portes en 2021.

Ottawa ouvert à des modifications à la législation sur les armes de poing

Trop d'armes se retrouvent entre de mauvaises mains, dit le maire de Toronto

ANDRÉANNE CHEVALIER
LE DEVOIR

Dans la foulée de la fusillade qui a coûté la vie à une jeune femme et à un enfant à Toronto dimanche soir, le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Ralph Goodale, s'est montré ouvert à de possibles modifications de la législation fédérale sur les armes de poing, tout en prévenant que cela « nécessiterait des changements majeurs du Code criminel ».

« La sécurité publique est très importante pour les Canadiens », a déclaré mardi le ministre. M. Goodale a affirmé qu'il considérerait à ce sujet les témoignages et les propositions déjà reçues plus tôt cette année, relativement à l'attentat à la grande mosquée de Québec

qui a fait six morts en janvier 2017.

Aucune échéance n'était envisagée pour l'instant. En mars, le gouvernement fédéral a présenté le projet de loi C-71 modifiant le contrôle actuel des armes à feu.

Dimanche soir, Faisal Hussain, 29 ans, a tué par balles une femme de 18 ans, Reese Fallon, et une fillette de 10 ans, sur l'avenue Danforth à Toronto. Le nom de l'enfant, Julianna Kozis, a été rendu public mardi soir. Treize autres personnes ont été blessées, dont certaines sérieusement. Le tueur a été retrouvé mort; il est impossible de dire pour l'instant s'il s'est suicidé ou s'il a été atteint par les policiers. Selon ses proches, il souffrait de graves problèmes de maladie mentale.

Le service de police de Toronto en-

quête sur les événements, qui ne seraient pas considérés comme une menace à la sécurité nationale.

Une cérémonie de recueillement en mémoire des victimes de la fusillade sera tenue mercredi sur l'avenue Danforth.

Vote municipal

La fusillade de dimanche de même que la vague récente de violences par armes à feu dans la Ville Reine (220 fusillades, qui ont fait 27 victimes depuis le début de l'année) ont recentré l'attention sur la vente et l'achat des armes.

« Il y a un problème d'armes. Trop d'armes se retrouvent dans trop de mains et sont utilisées pour commettre des actes terribles », a déclaré le maire John Tory pendant le Conseil de ville, mardi. On ne sait pas comment Faisal Hus-

Les causes et les solutions à la violence sont variées, et nous voulons être certains que ce que nous ferons aura des effets

BILL BLAIR



sain s'est procuré une arme à feu.

Le conseil municipal de Toronto a voté à 41 voix contre 4, mardi, pour inciter les gouvernements fédéral et provincial à interdire la vente d'armes de poing et de munitions pour ces armes dans la ville. Les armes sont de compétence fédérale et la vente des munitions, provinciale. Toronto ne peut pas mettre en place, seule, de telles mesures.

Le ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé, Bill Blair, a rappelé mardi que des discussions étaient en cours pour savoir comment des criminels violents se procuraient des armes. « Les causes et les solutions à la violence sont variées, et nous voulons être certains que ce que nous ferons aura des effets. »

Le nombre d'armes à feu achetées légalement au Canada, et qui sont revendues à des fins criminelles, a considérablement augmenté au cours des dernières années, soutient la police de Toronto. En 2017, environ la moitié des armes à feu provenait du pays, contredisant l'idée que la majorité des armes illégales au Canada proviennent de l'autre côté de la frontière, a expliqué le détective Rob Di Danieli. Les propriétaires légaux d'armes vendraient celles-ci pour faire un profit élevé rapidement.

Avec La Presse canadienne

Les acteurs ont contribué au montage

FICTION

SUITE DE LA PAGE A 1

pour le moins extrême de son amoureuse Isabelle, également actrice. Ainsi Pierre-Luc consent-il à être enfermé cinq jours dans un espace clos, sans contacts avec le monde extérieur, hormis ceux, journaliers, avec Isabelle par écrans d'ordinateur interposés. Prémisse insolite pour *Le nid*, dévoilé le 25 juillet à Fantasia où le film a d'ores et déjà remporté le prix Barry Convex de la meilleure production canadienne. Il s'agit du premier long métrage de David Paradis, qui dirige Pierre-Luc Brillant et Isabelle Blais, couple à la ville, dans un exercice de métafiction des plus ludiques.

Autofinancé et tourné sur une période de quatorze jours dans le sous-sol délabré d'une église du centre-ville de Montréal, *Le nid* bénéficie d'un décor lugubre à souhait — on a l'impression de respirer de l'amiante en regardant le film.

« J'ai adapté le scénario au lieu, précise David Paradis. J'ai une fascination pour les sous-sols et pour les huis clos. Le huis clos, c'est peut-être la forme de film qui implique le plus de contraintes. Concevoir une intrigue qui se déroulera dans un lieu unique, et m'y tenir, c'était un défi que je voulais relever. »

L'endroit revêt en outre une dimension symbolique riche : il est à l'image du cerveau enfiévré de Pierre-Luc.

Y aller ou pas

Transcendant toute impression de *gimmick*, David Paradis fait du thème de la création le moteur de son film. Chacun de son côté, Pierre-Luc et Isabelle, les personnages, doivent réaliser des segments de ce qui deviendra un film, projet commun visant à les ressembler. Ce faisant, Pierre-Luc Brillant (*C.R.A.Z.Y.*, *La disparition des lucioles*) et Isabelle Blais (*Borderline*, *Tadousac*), les comédiens, plongent en eaux troubles.

« David m'a envoyé le scénario, et le côté fable sur la création m'a interpellé, relate Pierre-Luc Brillant, qui cosigne aussi la musique. L'aspect thriller, horreur, qui débouche sur autre chose complètement... Lorsqu'il a évoqué le rôle féminin, c'est moi qui lui ai suggéré Isabelle, mais je soupçonne qu'il attendait que je lui souffle cette réponse-là puisqu'il savait qu'on est ensemble dans la vie. »

« On s'est demandé si on voulait aller là : faire croire, dans une certaine mesure, qu'on joue nos propres rôles, se souvient Isabelle Blais. Pour ma part, j'en suis arrivée à la conclusion que c'était justifié. Que les gens pensent que c'est vrai ou pas vrai, je m'en fiche un peu : Pierre-Luc et moi, on sait ce qu'il en est, et ça me va. Surtout, la métaphore sur l'art, sur le vide que l'art peut combler, ça me semblait prometteur. »

D'enchaîner Pierre-Luc Brillant : « Il y a plein d'éléments qui m'ont échappé à la lecture et que j'ai découverts en voyant le film. »

De fait, David Paradis empile les couches de sens puis s'amuse à brasser celles-ci de manière à ce qu'on ne sache plus dans quelle réalité on se situe.

« Avoir un vrai couple d'acteurs, ça

ajoutait une de ces couches ; c'est en soi intéressant parce que tu ne peux pas t'empêcher de te demander ce qui relève de la réalité et ce qui relève de la fiction, puis de la métafiction. Pierre-Luc et Isabelle ont en plus été très impliqués dans le montage. »

Voilà qui étonne, en cela que les comédiens sont rarement conviés dans la salle de montage.

« C'est le genre de projet dans lequel tu t'investis tellement que tu te sens concerné, responsable, du bon devenir du film. David a eu cette ouverture-là », dit Isabelle, qui lui en sait gré.

« C'est l'attitude de quelqu'un qui est en pleine possession de ses moyens, renchérit Pierre-Luc Brillant. Qui a suffisamment confiance en lui pour écouter les propositions. C'était évident au tournage : contrairement à pas mal de réalisateurs débutants, David savait exactement ce qu'il voulait tout en étant très réceptif. »

User de faux-semblants

Le respect est en l'occurrence mutuel. « Hormis son talent énorme, Pierre-Luc a une face de gars qui se réveille : c'était une qualité parfaite pour le personnage. Et Isabelle ! Elle devait jouer face à la caméra, à l'écart. Elle est impressionnante ; une machine à émotions. »

Avec leur aide, le cinéaste fait graduellement sourdre une ambiguïté en usant de faux-semblants. Pierre-Luc est-il bel et bien un captif consentant ? Isabelle est-elle véritablement celle qui tire les ficelles ? Ces manifestations de plus en plus inquiétantes autour de Pierre-Luc, sont-elles réelles ou des projections de son imagination en proie à la claustrophobie ?

Plus *Le nid* progresse, plus les motifs réels des difficultés conjugales des personnages se précisent... tout en se complexifiant. Émerge alors un supplément d'âme insoupçonné.

Rappel éloquent

Chacune leur tour, diverses mystifications narratives ouvrent sur des avenues inattendues une fois exposées comme telles.

« Je me suis cassé la tête pour tout ce qui était "indices" : en donner un peu, mais pas trop ; suggérer une chose mais aller ailleurs... C'est difficile d'en parler sans trop en dire », conclut David Paradis, non sans justesse.

À l'affiche le 31 août, *Le nid* constitue un rappel éloquent qu'en dépit d'une absence de moyens, le cinéma demeure possible dès lors qu'on dispose d'une histoire ingénieuse, et qui plus est d'excellents interprètes. Et ça, ce n'est pas de la fiction, « méta » ou autrement.

J'ai une fascination pour les sous-sols et pour les huis clos

DAVID PARADIS



Le mur constitue aussi une barrière pour les espèces animales.

MATT CLARK

III ÉTATS-UNIS

Le mur de Trump menace la biodiversité

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

L'érection d'un mur entre les États-Unis et le Mexique n'a pas que des conséquences sur les humains, elle porte aussi atteinte à la biodiversité qui prospère dans les régions qui séparent les deux pays. Elle menace carrément la survie d'espèces animales en voie de disparition et elle compromet les programmes de conservation mis en place par les deux nations depuis plus d'un siècle dans le but de protéger certaines zones frontalières, soulignent des scientifiques états-unis et mexicains dans un article publié hier dans la revue *Bioscience* et qui a reçu le soutien de plus de 2600 scientifiques de 43 pays ayant ajouté leur signature à celle des auteurs.

La frontière entre les États-Unis et le Mexique, qui s'étend sur 3200 kilomètres, comprend des habitats aussi divers que des déserts, des forêts, des garrigues, des prairies, des marais d'eau douce et salés. Les chercheurs affirment que la frontière traverse le territoire de 1077 espèces animales (terrestres et aquatiques) et de 420 espèces végétales indigènes, dont 62 espèces considérées comme en danger de disparition, menacées ou vulnérables.

Les chercheurs rappellent que la construction du mur et les infrastructures qui y sont associées, telles que les routes, l'éclairage et les bases d'opérations, dégradent les habitats naturels et les fragmentent. Les populations animales se retrouvent ainsi subdivisées en unités plus petites et de ce fait plus vulnérables. « Cette barrière physique les prive de sources de nourriture et d'eau, ainsi que de potentiels partenaires, et elle entrave leur migration annuelle ou saisonnière », précisent-ils.

Par exemple, le prolongement du

mur entre la Californie et le Mexique empêchera l'accès du mouflon d'Amérique, une espèce menacée, à des points d'eau et à des sites de mise bas. « Si le loup gris mexicain et l'antilope d'Amérique ne peuvent plus traverser la frontière, il ne sera plus possible de rétablir les populations qui avaient disparu récemment ou de soutenir les petites populations existantes ». L'érection du mur réduira aussi substantiellement le territoire des populations états-unien de jaguars et d'ocelots, qui seront alors à risque de disparition. Des barrières génèrent également des espèces menacées volant à basse altitude, telles que le papillon à damier Quino et la chevêche brune.

Les chercheurs font remarquer que le mur empêchera certaines populations de migrer vers le nord à mesure que le réchauffement climatique multipliera les épisodes de chaleur et de sécheresse et modifiera ainsi la distribution des ressources. Ils signalent aussi que « les populations fragmentées souffriront d'une perte de diversité génétique et feront ainsi face à un plus grand risque d'extinction ».

Les auteurs de l'article exhortent le gouvernement états-unien à respecter les lois fédérales de politique environnementale lors des futurs prolongements, et à ne pas les ignorer comme ce fut le cas à maintes reprises ces dernières années. Ils insistent sur l'importance de prévoir des mesures d'atténuation des dommages, par exemple d'abandonner les barrières physiques dans les zones qui s'avèrent critiques pour les espèces menacées, ou d'acheter des terres afin de remplacer les habitats perdus. Ils demandent que le travail de recherche effectué par les scientifiques américains et mexicains soit facilité et non entravé comme certains l'ont rapporté.

Cette barrière physique les prive de sources de nourriture et d'eau, ainsi que de potentiels partenaires, et elle entrave leur migration annuelle ou saisonnière







Grand TOUR 2018
Desjardins



Fluve Saint-Laurent
Rivière-du-Loup Trois-Pistoles Rimouski
La Pocatière
Départ

Découvrez le Bas-Saint-Laurent à vélo, du 4 au 10 août!

Roulez sur un parcours grandiose dans le Bas-Saint-Laurent, avec le grand air du fleuve qui s'ouvre vers l'Atlantique. Beau parcours, bonne bouffe et le chef Jean Soulard à titre d'ambassadeur de la 25^e édition. Voilà une recette gagnante pour des vacances réussies!

en partenariat avec  

RÉSERVEZ >>> veloquebecvoyages.com
514 521-8356 | 1 800 567-8356, poste 506


Titulaire d'un permis du Québec

Photo: Mathieu Dupuis

III ÉTATS-UNIS

Plus de migrants clandestins passent par le Québec

WILSON RING
À DERBY LINE
ASSOCIATED PRESS

Alors que le gouvernement Trump veut construire un mur à la frontière sud des États-Unis, certains responsables américains s'inquiètent de plus en plus du nombre de migrants qui entrent clandestinement sur le territoire américain par la frontière nord.

Les personnes qui traversent la frontière entre le Québec et le Vermont versent aux passeurs jusqu'à 4000 \$US, habituellement payables lorsqu'elles atteignent leur destination américaine, indiquent des responsables et des documents judiciaires.

Alors que le nombre d'arrestations à la frontière avec le Canada est minime comparativement à celles qui ont lieu à la frontière sud, les passeurs sont tout aussi sophistiqués.

« Ils sont très bien organisés, ils ont étudié la région et ils nous ont surveillés, explique Richard Ross, un agent de la police des frontières des États-Unis. En gros, nous ne traitons pas avec des amateurs, mais avec des professionnels. »

Selon les autorités américaines, l'augmentation du nombre de passages clandestins à la frontière nord découle de la relative facilité avec laquelle certains ressortissants étrangers peuvent entrer au Canada, qui n'exige plus de visas pour les Mexicains. Ils mentionnent aussi le fait que la frontière avec le Canada est moins surveillée que la frontière avec le Mexique, par laquelle tentent de passer des milliers de personnes fuyant les violences en Amérique centrale.

Dans le secteur de la patrouille frontalière qui couvre 480 kilomètres de frontière avec New York, le Vermont et le New Hampshire, les agents américains ont appréhendé 324 personnes arrivées clandestinement du Canada depuis le 1er octobre 2017, comparativement à 165 pour l'ensemble de l'année 2017.

Les statistiques ne montrent aucune augmentation similaire ailleurs le long de la frontière avec le Canada.

Le nombre de passages clandestins relevés le long de la frontière nord-est est encore faible par rapport à la frontière sud. Les statistiques fédérales américaines montrent que du 1er octobre 2016 au 30 septembre 2017, il y a eu 303 916 arrestations à la frontière américaine avec le Mexique, comparativement à 3027 sur l'ensemble de la frontière nord.

Les autorités s'inquiètent

Pourtant, certains responsables de l'application de la loi aux États-Unis sont inquiets.

« Le nombre d'arrestations illégales d'étrangers à la frontière entre le Vermont et le Canada a explosé », rappelle Christina Nolan, procureure fédérale au Vermont.

Une grande partie des entrées clandestines au Vermont semble être concentrée sur un tronçon de 50 kilomètres de la frontière avec le Québec, où l'autoroute 91 atteint la frontière canadienne à Derby Line, à environ 80 kilomètres au sud-est de Montréal. De là, il faut environ six heures de route pour atteindre la ville de New York.

Surveiller la frontière à Derby Line est difficile parce que la petite municipalité américaine et la ville voisine de Stanstead au Québec forment une communauté où les maisons et les bâtiments sont coupés en deux par une frontière internationale.

La bibliothèque communautaire a été construite intentionnellement à cheval sur la frontière pour servir les citoyens des deux communautés. Les Québécois traversent simplement une frontière internationale délimitée à l'extérieur de la bibliothèque par des pots de pétunias. De temps en temps, des migrants clandestins franchissent la frontière à pied ou en voiture à proximité de la bibliothèque.

Au cours des deux derniers mois, des agents du Vermont ont pourchassé des suspects à travers les bois près de Derby Line. Il y a eu des poursuites en voiture et des incidents lors desquels des agents ont perdu de vue des suspects dans les bois, pour les appréhender quelques jours plus tard.

« Ils [les migrants clandestins] font un peu comme le long de la frontière sud, ils font une randonnée à pied et ils traversent les hautes herbes, a déclaré M. Ross. C'est quelque chose que j'aurais vu il y a des années quand je travaillais à Harlingen, au Texas. »

Une cofondatrice des Femen se suicide



Oksana Chatchko, cofondatrice et ex-membre du groupe féministe des Femen, s'est suicidée dans son appartement à Paris à l'âge de 31 ans, a annoncé mardi Inna Chevtchenko, leader de l'organisation. Exilée en France depuis 2013, la jeune femme avait quitté l'organisation et continuait son travail d'artiste peintre.

SERGEI SUPINSKY AGENCE FRANCE-PRESSE



Des pompiers tentaient mardi d'éteindre un feu de forêt près du village de Kineta, près d'Athènes, en Grèce.

VALERIE GACHE AGENCE FRANCE-PRESSE

Des canicules à répétition

Le réchauffement climatique amplifie de plus en plus jusqu'à l'extrême les phénomènes de chaleur et de sécheresse

AMÉLIE BOTTOLIER-DEPOIS
À PARIS
AGENCE FRANCE-PRESSE

La vague de chaleur exceptionnelle que subit l'hémisphère nord, avec son lot d'incendies en Grèce et en Scandinavie, est appelée à devenir de plus en plus banale avec le réchauffement de la planète, selon les experts.

En Grèce, où les incendies ont fait plus de 70 morts selon le dernier bilan, des températures élevées sont habituelles en été.

Mais la situation est exceptionnelle pour l'Europe du Nord, où l'Organisation météorologique mondiale (OMM) prévoit des températures supérieures à la normale jusqu'à début août, de l'Irlande aux pays baltes, en passant par la Scandinavie.

Les températures ont déjà atteint les 30°C au niveau du cercle polaire. La Suède notamment, qui a dû faire appel à la solidarité européenne pour lutter contre le feu, connaît le mois de juillet le plus chaud depuis au moins deux siècles et demi.

Phénomène extraordinaire aussi au Japon, où les températures ont excédé 35°C la semaine dernière, faisant 80 morts. La Sibérie a également été touchée, tout comme les États-Unis, avec des températures dépassant 40°C à Los Angeles début juillet.

« Généralement, il y a des vagues de chaleur sur une partie de la planète [...], mais là, la totalité de l'hémisphère Nord a chaud, c'est stupéfiant », explique à l'AFP Anders Levermann, climatologue au Postdam Institute for Climate Impact Research (PIK).

Une tendance à long terme

« Chaque événement individuel est très difficile à attribuer directement aux activités humaines », explique le climatologue français Jean Jouzel.

Mais les récents épisodes « sont compatibles avec les tendances à long terme causées par l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre », estime l'OMM.

« Nous aurions de toute façon eu un été chaud et sec, mais, vu que la planète est aujourd'hui un degré plus chaude

Des dizaines de records de température battus au Québec en juillet

La chaleur a frappé avec force en juillet, au Québec : les températures enregistrées ont frassé plusieurs records, et la vague de chaleur a précipité la mort de près d'une centaine de personnes.

Le météorologue Steve Boily, d'Environnement Canada, a compilé cinq villes où des records ont été battus le 1er juillet, dont un mercure de 35,1°C à Huntingdon. Le lendemain, les records se comptaient par dizaines, avec notamment une pointe à 36,1°C à Terrebonne. À Trois-Pistoles, la température a fait un bond, passant de 14°C le samedi 30 juin à 32,7°C le lundi 2 juillet. Le mois de juillet est habituellement le plus chaud, mais les températures les plus élevées sont normalement enregistrées à la fin du mois.

Des facteurs humidex très élevés ont aussi été enregistrés — au-delà de 45 à certains endroits, mais les données d'Environnement Canada ne permettent pas de compiler des records à cet effet.

Le Devoir

qu'elle ne l'était il y a 100 ans [la chaleur et la sécheresse] sont pires que ce qu'elles auraient été autrement », a de son côté indiqué Bjørn Samset, du Centre norvégien de recherche sur le climat CICERO, à la chaîne norvégienne NRK.

A posteriori, des recherches peuvent être menées pour estimer si un événement aurait pu ne pas se produire sans le changement climatique. Ainsi, en décembre dernier, pour la première fois, une étude publiée dans le *Bulletin of the American Meteorological Society*

concluait que le réchauffement était le seul responsable du record de chaleur global pour 2016 et d'une canicule extrême en Asie.

Des événements plus fréquents

Mais alors que les trois dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées sur Terre, « la question la plus importante est : "Verrons-nous [ces événements extrêmes] plus souvent si nous ne réduisons pas les émissions de CO₂ ?" », insiste auprès de l'AFP Anders Levermann. Et la réponse est « oui ».

Selon le rapport du groupe des experts climat de l'ONU (GIEC) de 2012, les modèles « prévoient une intensification lors des prochaines décennies » des épisodes extrêmes.

Même si le monde respecte l'Accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement moyen au pire à 2°C par rapport à l'ère préindustrielle, les sécheresses, canicules, inondations et ouragans risquent de se multiplier, de s'intensifier et de s'étendre à des territoires nouveaux.

Selon une étude parue en 2017 dans *Nature Climate Change*, même en respectant les engagements de Paris, la moitié de la population mondiale sera exposée à des vagues de chaleur meurtrières d'ici 2100, contre environ 30 % aujourd'hui.

« Chaque année, nous aurons des températures records qui seront battues, une fois en Russie, l'autre fois en France ou au Japon [...] », souligne Jean Jouzel. Les canicules comme 2003 — 70 000 morts en Europe — « risquent de devenir la norme après 2050 ou 2060 », poursuit-il.

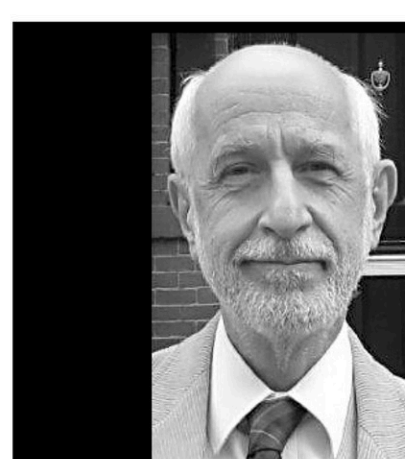
Avec l'air plus chaud et la végétation plus sèche, les incendies sont également appelés à se multiplier.

Selon la Commission européenne, 2017 a été l'une des pires années pour les incendies en Europe. Et une étude européenne estime que les surfaces susceptibles de brûler en Europe du Sud pourraient augmenter de 50 % à plus de 100 % au cours du XXI^e siècle, selon l'intensité du réchauffement.

LIRE AUSSI : LE CAUCHEMAR CLIMATISÉ. LA CHRONIQUE DE FRANCINE PELLETIER EN PAGE A 7.

La question la plus importante est : "Verrons-nous [ces événements extrêmes] plus souvent si nous ne réduisons pas les émissions de CO₂ ?" Et la réponse est oui.

ANDERS LEVERMANN



Congédié?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

III CANADA

Dans l'œil de l'OCDE



JEAN-ROBERT SANSFAÇON

La plus récente étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au sujet du Canada pose le bon diagnostic. Mais comme c'est souvent le cas, plusieurs de ses recommandations se heurtent à la position des partis au pouvoir.

C'est normal, puisque ce sont les élus qui sont jugés par les électeurs. D'autant que les propositions de l'OCDE sont elles-mêmes issues de conceptions de changement qui ne sont pas neutres.

Financée par les 35 pays membres, dont le Canada, les États-Unis et les membres de l'Union européenne, l'OCDE n'inclut ni la Russie ni la Chine pour le moment. Elle n'est pas là pour remettre en cause l'économie de marché et l'ouverture des pays au libre commerce, au contraire. Plutôt libérale dans son approche, elle se définit comme un forum où les gouvernements, membres ou pas, peuvent « partager leurs expériences » et cibler « les meilleures pratiques » en toute matière susceptible de favoriser « une vie meilleure ».

D'entrée de jeu, les auteurs de la plus récente étude sur le Canada admettent que le pays « enregistre des scores élevés dans toutes les dimensions de l'indicateur de mieux-être de l'OCDE », en particulier la sécurité personnelle, le bien-être et l'état de santé de ses habitants. Ils constatent que l'économie se porte bien malgré la menace que font peser le marché immobilier et l'incertitude commerciale. Les États-Unis étant un membre influent au sein de l'organisation, on ne parle pas de guerre commerciale, mais de « restrictions aux échanges ».

Cela dit, l'étude pointe des problèmes sérieux auxquels on propose des remèdes qui sont loin de faire l'unanimité pour des raisons éminemment politiques, à gauche et à droite. Devant l'écart de revenus plus important que dans la moyenne des pays membres entre les hommes et les femmes, l'étude propose de suivre l'exemple du Québec, qui met l'accent sur une offre de services de garde plus généreuse que dans le reste du Canada. Rien de révolutionnaire, en somme. Pourtant, le financement public des garderies rencontre encore beaucoup d'opposition dans certains coins du Canada et dans certains partis qui préfèrent que les femmes restent à la maison.

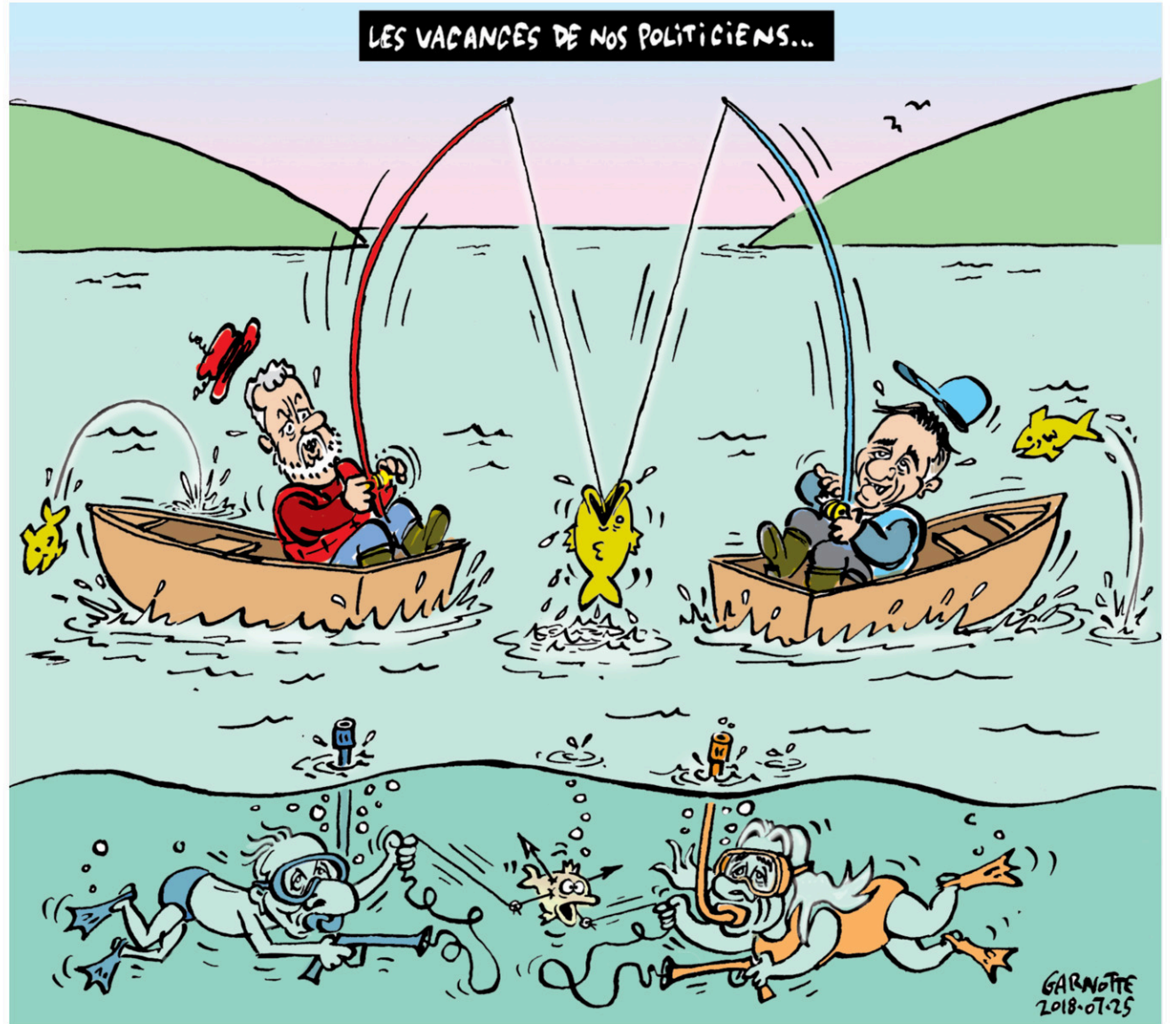
L'OCDE critique aussi le fait que la vaste majorité des travailleurs prennent leur retraite à 60 ou 65 ans malgré une espérance de vie plus longue de 3,5 années comparativement à il y a trente ans. On se rappellera que c'est le gouvernement Trudeau qui a abrogé la loi adoptée par les conservateurs prévoyant le report à 67 ans de l'admissibilité à la sécurité de la vieillesse. Sachant qu'il serait difficile de revenir sur cette décision, l'OCDE propose plutôt de hausser l'âge de la retraite en fonction de l'espérance de vie à l'avenir.

Elle suggère du même souffle de hausser les prestations pour éviter d'appauvrir les retraités, dont les revenus n'augmentent jamais aussi vite que ceux des travailleurs actifs. Deux très bonnes mesures qui devraient être reprises par les partis politiques. Ce qui risque peu de se produire, malheureusement.

Au sujet de l'immigration, l'OCDE félicite le Canada pour le nombre élevé de nouveaux arrivants, mais recommande de mettre davantage l'accent sur l'apprentissage de l'une des deux langues officielles et suggère d'accorder la priorité aux candidats qui possèdent déjà une expérience du marché du travail canadien. Deux propositions qui semblent évidentes pour les uns, mais qui sont rejetées par les défenseurs d'une immigration essentiellement humanitaire.

En environnement, c'est le retard du Canada dans le dossier du réchauffement climatique qui fait l'objet des remarques les plus acerbes. Car l'OCDE approuve la lutte contre le réchauffement et prêche pour une éco-fiscalité plus offensive. Il va sans dire qu'avec l'élection de Doug Ford en Ontario et la décision du gouvernement Trudeau de devenir propriétaire du pipeline Trans Mountain et d'en doubler la capacité, le Canada s'éloigne de ses propres engagements internationaux.

Et pour ce qui est de la fiscalité générale, l'OCDE croit que le Canada doit redevenir plus concurrentiel avec son voisin américain pour favoriser l'investissement et misant davantage sur les taxes à la consommation (TPS) plutôt que sur l'impôt sur le revenu. En revanche, elle rappelle son opposition aux mesures préférentielles à l'égard des PME, mesures qu'elle juge coûteuses, inéquitables et improductives, ce qui est juste. De là à imaginer qu'un gouvernement, quel qu'il soit, bleu, orange, rouge ou marron clair, osera ramener le fardeau fiscal des centaines de milliers de PME au même niveau que celui de la poignée de grandes entreprises, il y a un pas qu'aucun observateur sérieux n'osera franchir.



LETTRES

L'affaire Lepage

La controverse provoquée par l'absence d'acteurs autochtones dans *Kanata*, le futur spectacle de Robert Lepage, est dangereuse précisément pour les personnes qui l'attaquent. Alors qu'il serait criminel de se faire passer pour une victime (que ce soit un enfant des Premières Nations, une victime de l'esclavage ou un survivant de l'Holocauste) dans la « vie réelle », il a toujours fait partie de l'acte de création de les incarner. L'Art est artifice et le théâtre est imitation. Toutes les actrices qui ont tenu le rôle d'Anne Franck sur scène n'étaient pas juives et tous les acteurs qui ont tenu celui d'Othello n'étaient pas noirs. Imposer de telles règles en invoquant l'appropriation culturelle revient à limiter l'art à l'autobiographie. Les critiques émises par les so-disant « voix libérales » nuisent fortement au libéralisme même. En essayant de réduire Robert Lepage au silence, ses critiques donnent des arguments aux idéologues de droite qui désirent que chaque communauté (définies par les hiérarchies au pouvoir) reste dans son propre ghetto et se soumette ainsi à une simple tolérance ou à une prohibition absolue. Si nous exigeons que

seules les victimes soient autorisées à parler pour elles-mêmes, nous les enfermons dans un statut permanent de victime sans espoir de libération.

Alberto Manguel, directeur de la Bibliothèque nationale de l'Argentine
Le 18 juillet 2018

Le défi de Macron

Le président Emmanuel Macron, par l'affaire Benalla, a montré qu'il n'était pas invincible, que sa présidence n'était pas toujours réglée au quart de tour. En donnant autant de pouvoir et de privilèges à son garde du corps, qui n'est pas un policier, il a témoigné d'un grave manque de jugement. Plus grave, sur le plan politique, il n'a pas su régler promptement et efficacement cette affaire, somme toute assez banale. Il a laissé aller les choses et c'est devenu une crise, une affaire d'État.

Le président connaît une grande chute de popularité. Le lien de confiance avec les Français semble bien avoir disparu. Pourra-t-il refaire ce lien? C'est le grand défi qui attend Emmanuel Macron. Sa seule carte maintenant sera celle de la franchise et des excuses. Ce ne sera pas facile pour un homme qui se disait « jupitérien ». Pour gagner son pari, son humilité forcée devra cependant être réelle.

Michel Lebel
Entrelacs, le 24 juillet 2018

La CAQ doit recruter Houda-Pepin

Si François Legault et la Coalition avenir Québec veulent avoir une chance de se débarrasser de Gaëtan Barrette dans La Pinière, je leur conseille de recruter une candidate qui y a été députée pendant presque 20 ans : Fatima Houda-Pepin. Il y a beaucoup de points communs entre cette dernière et le premier.

D'abord, les deux sont fédéralistes ; ensuite, ils ont quasiment la même vision sur le sujet qui nous obsède depuis quelque 10 ans, soit depuis la sortie du rapport Bouchard-Taylor sur la gestion de la diversité culturelle et religieuse. Une fois au pouvoir, M. Legault pourrait lui demander de jouer le rôle qu'elle aurait voulu jouer avec les libéraux sur le sujet avant que Philippe Couillard ne l'exclue pour cause de mécontentement majeure.

M^{me} Houda-Pepin s'est fait battre en 2014 parce qu'elle n'avait pas de bannière, parce que les libéraux avaient le vent en poupe et que M. Barrette détenait un capital de sympathie. Il se pourrait cette fois qu'avec une CAQ en forte progression dans les sondages, avec un ministre de la Santé plus impopulaire que jamais, M^{me} Houda-Pepin l'emporte le 1^{er} octobre.

Sylvio Le Blanc
Montréal, le 28 mai 2018

LIBREOPINION

De la supposée dépolitisation des jeunes

Alexandre Lépine

J'aimerais réagir au texte de Samuel Vanasse, président du Conseil jeunesse de la Société Saint-Jean-Baptiste, publié le 23 juillet, concernant ma génération, ou notre génération, si vous préférez. Voyez-vous, je ne préfère pas que l'on dise ici « notre génération », mais je parle de la perception de « notre génération » que vous avez. Je tenterai ici de vous expliquer le pourquoi de la chose. Mais, d'entrée de jeu, je vous dirai ceci : « bullshit ».

Même si j'étais d'accord avec vous sur certains points en début de texte, tout a dégringolé assez rapidement.

Le fétichisme de la jeunesse, oui [...]. Si c'est jeune, c'est bon, c'est frais et c'est payant même si, parallèlement, c'est désinvolte, naïf et inexpérimenté. À quoi bon, la critique du système établi est souvent payante pour le public. Que des stéréotypes et des représentations, convenons-en.

Et puis, c'est parti. Encore une fois, on parle de dépolitisation des jeunes. Ce qui entraîne mon premier « bulls-

hit ». Les jeunes sont connectés et intéressés à ce qu'on leur propose. Oui, ils sont moins dans les partis et s'expriment plus par des actions individuelles et collectives, mais peut-on dire qu'ils sont dépolitisés pour autant? Ah ça, non! La majorité de nos partis politiques, vous le notez bien, sont désuets et n'ont rien à offrir, mis à part un certain pédantisme ou une certaine sécurité racoleuse à laquelle certains aiment bien se rattacher. Certains de ma génération croient encore à ces partis. Tant mieux pour eux. Je ne partage pas cet enthousiasme ou cet intérêt, mais bon. C'est leur droit et ils font avancer certains débats ici et là. Rien de mal là, c'est plutôt bénéfique même. Seulement, ce n'est pas le cas de « notre génération », qui préfère débattre hors des sentiers battus.

Faisons le bilan de la jeunesse, voulez-vous? De toute façon, vous l'avez déjà fait à votre manière. Permettez-moi de reprendre certains extraits de votre argumentaire ici.

« Ils sont en grande partie centrés sur eux-mêmes et engourdis par la

société de consommation. » Ici, je ne vois qu'une affirmation sortie de je ne sais où. Peut-être de là, d'ici ou de là-bas. Qu'en sais-je? Voyez-vous, lorsque l'on s'intéresse aux études concernant la politisation de nos jeunes, on remarque une désaffectation des partis politiques [...]. Penser que vos confrères et consœurs sont engourdis témoigne d'un fort engourdissement de votre pensée. Mais bon, encore une fois, qu'est-ce que j'en sais? Ah oui, là encore m'est venu en tête le mot « bullshit ».

« En attendant l'indépendance du Québec, nous vivons dans les Résidences Soleil de l'histoire. »

Ah. Pourquoi? Voyez-vous, M. Vanasse, je ne suis pas le plus fervent indépendantiste qui soit. Je crois qu'économiquement on y gagnerait, mais je préfère me battre contre les inégalités sociales auxquelles nous faisons face chaque jour en tant que population, et non en tant que Québécoises et Québécois. Vous estimez que l'indépendance serait notre plus grand baume. D'accord, vous avez droit à votre opinion, mais de là à af-

firmer que nous sommes passifs parce que nous ne vous rejoignons pas sur ce point, cela témoigne encore une fois d'un certain engourdissement ou d'un certain laisser-aller de votre esprit critique.

« Ces jeunes deviennent souvent immatures émotionnellement, intriqués dans des perceptions et des illusions de cette société de consommation, englués dans un nihilisme, colonisés par des complexes sociaux qui dépassent souvent leur entendement. »

Désolé, mais cela ne veut absolument rien dire. Il serait peut-être plus intéressant de parler des dernières politiques qui sont venues mettre à mal notre système d'éducation publique. À ce sujet, laissez-moi vous rappeler que plusieurs mouvements populaires — dont font partie bon nombre de jeunes et de jeunes adultes — contestent les politiques d'austérité des dernières décennies, qui ont malmené notre système d'éducation. J'aimerais donc encore une fois dire « bullshit ».

« On en conviendra, il est difficile

d'attendre d'eux une participation saine à la vie collective. »

Faux. D'ailleurs, qu'est-ce qu'une « saine participation » pour vous? Celle qui rejoint votre pensée, peut-être? Je ne sais trop. Encore une fois.

Pour ce qui est du reste du texte, j'ai décidé de ne pas le commenter, du fait que nos valeurs et nos idéaux sont très différents, ce qui est selon moi sain et normal. Mais sachez [...] que votre représentation de « notre génération » ne doit pas être interprétée comme vous l'avez fait [...] La majorité d'entre nous, je crois, cherchent à se battre contre les inégalités et demandent des politiques environnementales ainsi que sociales. Et nous agissons en ce sens par nos choix individuels, mais aussi collectifs et associatifs. Continuer à croire à la dépolitisation de la jeunesse sans prendre en compte une politisation autre que celle qui passe par les partis politiques, c'est ce que j'appelle du conservatisme. Vous ne manquez pas de culot en affirmant que nous ne sommes que des acteurs passifs et déconnectés.

La grande injustice faite au peuple palestinien

Dominique Rossetti

Retraité, ancien diplomate
et chef de mission diplomatique

Le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem et, très récemment, l'adoption de la nouvelle Loi fondamentale par les députés de la Knesset sont de nouvelles pages au grand livre de l'injustice faite au peuple palestinien. Elles sont pour moi un rappel au devoir d'indignation, n'étant pas un adepte des « ainsi soit-il ».

Le texte qui suit est l'expression d'une libre opinion et n'engage d'aucune manière mon ancien employeur, Affaires mondiales Canada.

Je me suis souvent demandé quelle aurait été ma réaction face à l'esclavage, à la lutte contre les Amérindiens ou à l'antisémitisme humiliant et destructeur de la Seconde Guerre mondiale. Je crois sincèrement que j'aurais ressenti une grande indignation et que j'aurais probablement tenté, à l'échelle de mes moyens, de lutter contre l'effroyable injustice de cette dénégation de l'autre.

La situation des Palestiniens au Moyen-Orient s'inscrit dans cette dynamique. Je ne peux pas et ne veux pas être indifférent à une situation qui est fondamentalement injuste. Je ne peux que m'opposer à ceux ou celles qui soutiennent une politique israélienne discriminatoire et humiliante. Les plus actifs recourent, au Canada, aux États-Unis ou ailleurs, à l'argument de l'antisémitisme pour contrer toute critique de la politique israélienne. Tout ce qui est contre l'État « juif » devient antisémite par une simplification outrancière. On va même jusqu'à qualifier d'antisémites les Palestiniens, alors que, par une ironie de l'histoire, ils font aussi partie de la famille des Sémites.

La colonisation des territoires annexés apparaît comme un processus inéluctable. Elle n'a pratiquement jamais cessé, malgré les accords d'Oslo. Il y avait, à la fin des années 1940, un besoin impératif pour le jeune État de réunir les territoires épars que lui avaient accordés les Nations unies pour en faire une entité viable. Aujourd'hui, c'est l'extrême morcellement des territoires palestiniens, sous la poussée de la colonisation israélienne, qui rend ceux-ci invivables. Ces territoires s'apparentent à une forme de « bantoustan », ces régions créées durant la période d'apartheid en Afrique du Sud, réservées aux populations noires, et qui jouissaient à des degrés divers d'une certaine autonomie.

Une autre analogie sur l'inexorabilité de la colonisation: les « guerres indiennes » ont pris fin lorsque les colons européens sont parvenus à l'océan Pa-



Chantier dans la colonie juive de Ramat Shlomo. La colonisation des territoires annexés n'a pratiquement jamais cessé, malgré les accords d'Oslo.

AHMAD GHARABLI AGENCE FRANCE-PRESSE

cifique. On aurait pu voir sur une carte des États-Unis l'avancée inéluctable de la ligne de front, au gré des traités de paix. Aujourd'hui, on qualifierait de terroriste la résistance des tribus indiennes face à la poussée des colons. Les leaders de droite et d'extrême droite qui gouvernent actuellement Israël ont largement « surfé » sur l'islam radical et le terrorisme international pour réprimer toute velléité de résistance et accentuer la colonisation. Ils occultent le fait que la plupart des Palestiniens, y compris les communautés palestiniennes chrétiennes, n'adhèrent pas à un radicalisme violent.

Le mur, autre élément d'injustice

Le mur dépasse largement la seule fonction sécuritaire, avec, par exemple, de nombreux points d'eau curieusement du « bon côté de la barrière ». On occulte souvent le fait qu'il s'agit d'un mur d'encerclement et non pas de séparation. On affirme que c'est le droit des Israéliens de se protéger de leurs voisins. En fait, on est de facto CHEZ le voisin et, plus encore, ce voisin ne peut accéder librement à ses autres voisins (Égypte et Jordanie, en l'occurrence). Gaza est le symbole de cet enfermement: même l'accès aux zones de pêche y est fortement restreint. Il est possible, voire très probable, que cette « ghettoïsation » ait été condamnée par ceux qui ont connu pendant la Seconde Guerre mondiale un enfermement discriminatoire. Gaza est une prison à ciel ouvert pour plus de deux millions de personnes.

Jérusalem est une ville qui aurait dû garder, comme cela avait été proposé en 1948, son caractère universel. Annexée et colonisée sur la justification de l'Histoire, elle fait l'objet d'une appropriation discutable. Les quelques centaines de juifs du Bronx, qui pourrissent littéralement la vie de milliers de Palestiniens à Hébron, trouveraient farfelue l'idée même de restituer aux Amérindiens leur terre sacrée de l'île de Manhattan.

L'ambassadrice américaine, comme généralement le gouvernement israélien, s'offusque de la soi-disant partialité des Nations unies. Mais peut-on imaginer avoir raison quand la presque totalité des nations s'opposent à votre politique? Cela n'a aucun sens et n'a aucun rapport avec l'antisémitisme. On répète aussi à satiété qu'Israël est la seule vraie démocratie de la région. Cela est vrai, mais la démocratie a ses exigences. Elle appelle à la responsabilité des citoyens. Il apparaît qu'une majorité d'électeurs israéliens a fait le choix d'une politique injuste, qui ne cherche pas à terme la réconciliation.

Je suis toujours intimement convaincu qu'il existe des solutions pratiques et applicables à tous les problèmes de ce conflit. Ces solutions sont connues, mais leur application requiert une vraie volonté politique de régler durablement le conflit. Pour trouver un terrain d'entente, il faut que les deux parties soient placées sur un pied d'égalité. Ce n'est pas le cas. Les Palestiniens ne disposent d'aucun levier, et le levier international, qui pourrait être décisif, s'est avéré à l'usage totalement inopérant.

Le cauchemar climatisé

FRANCINE PELLETIER



À la morgue de Montréal, on ne sait plus où mettre les cadavres. La vague de chaleur enregistrée en juillet aurait créé, selon le coroner Jean Brochu, une situation sans précédent. Cinquante-trois morts dans la métropole, 89 pour l'ensemble du Québec, dues non pas à une ni même à deux, mais bien à quatre canicules coup sur coup. Du jamais vu. Les victimes sont des personnes seules, âgées, aux prises avec une maladie ou autre, sans accès à la climatisation. On est loin évidemment des centaines de milliers de morts survenues en Europe à l'été 2003, mais comment s'en consoler alors qu'on se liquéfie sous des températures frôlant (avec l'humidex) les 40 degrés?

J'écris d'ailleurs ces lignes sous un gros ventilateur, un petit linge mouillé drapé sur le cou. Va-t-il falloir que je cède à mon tour, que j'enjambe une fois pour toutes mon aversion pour la réfrigération à gogo, en me pliant à ce que Henry Miller appelait le *Air-Conditioned Nightmare*, le cauchemar climatisé de l'Amérique? Le titre du récit de Miller ne ciblait pas en priorité la climatisation, plutôt la vie « ennuyante et monotone » qui sévissait dans la plupart des États américains en 1940. Mais il est difficile de trouver symbole plus fort de la « petite vie » nord-américaine, *dull* et ronronnante à souhait, que ces grosses caisses en plastique beige qui de plus en plus polluent le regard, les oreilles et l'environnement.

Quel objet tiré de nos vies modernes incarne mieux, d'ailleurs, « le confort et l'indifférence » que ces engins du diable qui font un pied de nez aux voisins et un bras d'honneur à l'environnement?

Plutôt que de refroidir les villes qui ont désespérément besoin de fraîcheur, l'utilisation des climatiseurs contribue à les chauffer davantage

En 2009, aux États-Unis, près de 90 % des habitations étaient climatisées. Alors imaginez un peu aujourd'hui! Nos voisins utilisent autant d'électricité pour refroidir leurs maisons que toute l'Afrique pour l'ensemble de ses besoins électriques. Les pays en développement sont de moins en moins en reste, cela dit. En Chine, la climatisation a triplé entre 1997 et 2007. L'expansion faramineuse des classes moyennes en Asie du Sud-Est et ailleurs au tiers monde passe automatiquement par une demande accrue en air conditionné. Longtemps considéré comme le luxe suprême, une « dépendance comparable à celle du crack dans les pays riches », dit un anthropologue anglais, la climatisation représente pour les pays les plus pauvres, qui sont aussi les plus chauds, non seulement un réel besoin, mais une preuve de réussite.

Tenez, à Dubai dans les Émirats arabes, un hôtel se vante d'offrir, grâce à un système élaboré de tuyauterie enfouie sous terre, « la seule plage climatisée au monde ». On n'arrête pas le progrès, encore moins l'air réfrigéré aux hydrofluorocarbures (HFC). Un rapport de l'Université Berkley prévoit l'installation de 700 millions climatiseurs d'ici 2030 et 1,6 milliards d'ici 2050, principalement dans les pays en voie de développement. « En termes de consommation d'électricité, c'est l'équivalent d'ajouter plusieurs nouveaux pays sur la planète », dit-on.

Avec les conséquences environnementales que l'on sait, bien entendu.

Non seulement une consommation accrue d'électricité représente des milliards de tonnes de plus de CO₂, le principal gaz à effet de serre, mais les climatiseurs, ces grosses ventouses à hauts décibels, rejettent directement la chaleur dans l'air ambiant. Résultat? Plutôt que de refroidir les villes qui ont désespérément besoin de fraîcheur, leur utilisation contribue à les chauffer davantage. Le produit réfrigérant, finalement, le HFC, est un gaz à effet de serre « des milliers de fois plus toxique que le dioxyde de carbone ».

Bref, le cercle est parfaitement vicieux. On a besoin de plus en plus de climatisation parce qu'il fait de plus en plus chaud. Et il fait de plus en plus chaud, du moins, en partie, parce que de plus en plus de gens exigent la « clim ». Que faire? Haïr les voisins qui ont la témérité de s'emmurer dans une bulle de froid, sans égard aux autres ou à l'environnement, n'étant tout compte fait pas très utile, il est temps que les gouvernements s'en mêlent. Avec des règles et une supervision plus strictes, il serait possible de remplacer l'hydrofluorocarbure par un gaz moins toxique, par exemple, ainsi que d'exiger de vraies mesures d'efficacité énergétique et proscrire certains modèles totalement désuets.

Il n'est pas dit que les relations entre voisins se porteront mieux, mais l'environnement, lui, assurément.

fpelletier@ledevoir.com
Sur Twitter: @fpelletier1

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Nous vous demandons de limiter votre contribution à 5000 caractères, espaces compris, soit environ 550 mots. Envoyez-nous vos textes à redaction@ledevoir.com. Nous communiquerons avec les auteurs dont les textes seront retenus.

Jours d'été et bêtise aquatique

Nic Payne
Montréal

Chaque année, l'arrivée des splendides jours d'été, aussi merveilleusement soudains que stupéfiants de brièveté, coïncide avec la réquisition hostile de certains des plus beaux plans d'eau du Québec par l'escouade des moteurs en furie.

Rarement petits, parfois moyens, souvent trop gros et très souvent beaucoup trop gros, les engins hurlent, vrombissent, gargouillent, boucanent, suintent, rugissent, pilonnent, sillonnent, zigonnent, zigzaguent, passent, repassent, outrepassent et se surpassent sans répit, garrochant par-dessus bord des gallons de pétrole aussi chèrement payés que rapidement vomis dans la nature.

Pendant que les Sea-doo bourdonnent et maringouinent à temps plein au bord de la plage dans une cacophonie mariant la sableuse à ruban, la fraiseuse du dentiste et la scie à chaîne en perdition, démontrant leur très inspirante adresse aux baigneurs impressionnés qui pataugent dans l'huile, les bateaux-à-vagues — oui, quelqu'un a eu l'idée d'inventer ces abominables machins faits spécifiquement pour débarniquer les berges et le fond des lacs au maximum — ajoutent une solide dose de *top-forty* craché assez fort pour que la

population environnante ait le privilège d'en comprendre les paroles par-dessus le barda de toutes ces mécaniques.

Vous pensiez vous installer au bord de l'eau pour y respirer du bon air, prendre du soleil, vous saouler du son des vagues et de la caresse du vent? Vous n'êtes que des granules finis malencontreusement sortis de leurs ponchos des années 1960. *Fuck you*. Vous vous taperez le nuage de gaz et la foire d'empoigne entre les pistons, les hélices, *Despacito* et *Enter Sandman*, ou bien vous retournerez fumer de la camomille dans votre tente en laine bio. Vous aviez l'idée saugrenue de faire du canot, du kayak, ou, minimum de la fisure, de la voile? Dans un vortex de monoxyde, de vagues anarchiques, de vacarme et de manœuvres ineptes, on vous écœurera assez pour que vous sortiez de l'eau en courant, vos agrès de hippie sous le bras. Dehors, les faiseux de macramé et les mangeux de luzerne! L'avenir appartient au *douche-*

Le triste spectacle de ces joyaux de notre territoire transformés en déversoirs à bêtise anti-écologique à ciel ouvert est plus anachronique que jamais

bag mégapétropropulsé équipé pour se rendre à Saint-Malo d'un seul coup de manette et affronter un tsunami en chemin. Si traverser le lac te prend plus de temps qu'avaler une demie-Coors light et ne fait pas déguerpir la faune à des kilomètres à la ronde, tu n'as pas d'affaire là.

En ces temps où se préoccuper d'environnement est à la mode, le triste spectacle de ces joyaux de notre territoire transformés en déversoirs à bêtise anti-écologique à ciel ouvert est évidemment plus anachronique que jamais. Mais, plus largement, c'est au nom du civisme et du plus élémentaire bon sens que nous devrions agir pour que soit cultivée et préservée pour tous la possibilité de jouir pleinement des trésors naturels dont nous sommes collectivement fiduciaires. Non, un lac n'est pas une grande flaque qu'on entourera de gazons, de murs et de lampadaires avant de s'y jeter toutes pétarades dehors, ignorant et piétinant bêtement l'inestimable bien-être que nous tendait si gracieusement ce merveilleux milieu naturel.

Qui osera, au risque de perdre quelques votes, mettre en avant une politique d'utilisation intelligente — notamment, de motorisation raisonnable — des cours d'eau du Québec? Il en est plus que temps.

HISTOIRES DE POLICES

Des caractères en héritage

De la police « montée » à la police nationale, le Canada s'est trouvé une identité typographique

Les polices de caractères ont souvent une histoire étonnante, dans laquelle s'entremêlent enjeux graphiques, économiques et sociopolitiques. Troisième texte de cette série estivale.

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

L

Canada 150 Canada 150

es pays ont des hymnes nationaux, des drapeaux, des devises, des armoiries, pourquoi pas une police de caractères? Le Canada, lui, s'est trouvé une bonne raison d'en choisir une, pour le 150^e anniversaire de sa fondation, afin de camper en toutes lettres l'ADN de ce pays qui s'étend *A mari usque ad mare*.

En 1967, pour le centenaire de la confédération, le gouvernement canadien avait déjà requis les services du designer Carl Dair pour créer la fonte Cartier, la première en caractères latins à avoir été créée au Canada, tombée depuis en désuétude car jugée trop peu efficace.

Cinquante ans plus tard, c'est le designer Raymond Larabie, designer au style futuriste, qui a été choisi pour accoucher d'une griffe typographique capable d'incarner l'âme et l'esprit de plusieurs peuples et de son territoire. Lourde tâche.

Comment déterminer la signature typographique d'un pays? Les États-Unis pourraient revendiquer le Highway Gothic, qui parsème déjà tous les panneaux routiers des routes et autoroutes du pays. La Suède, elle, s'est arrêtée sur le Sweden Sans — après un concours lancé auprès des designers nationaux —, une fonte minimaliste du plus pur jus, inspirée du design scandinave.

Fontes multiculturelles

Le Canada, lui, s'est trouvé une raison: le 150^e anniversaire de sa fondation, pour se forger une entité typographique. En 2017, il a fait appel à Larabie, un designer né à Gatineau qui a lancé sa propre boîte de création typographique après en avoir rêvé depuis l'enfance.

« Ma grand-mère me donnait des catalogues de fontes pour jouer et ça m'a tout de suite intéressé. J'ai créé mes premières fontes comme amateur sur un vieux Commodore. Je crée des fontes depuis 1996 et en 2001, j'ai lancé ma propre boîte, Typodermic Fonts », explique le designer, joint au Japon.

Plutôt que d'inventer une police de toutes pièces, le Canada a demandé au designer si une de ses fontes les plus populaires, Mesmerize, créée en 2014, pouvait être adaptée pour souligner les 150 ans du Canada.

« J'ai pensé, comme il s'agissait d'un cadeau pour le Canada, de faire quelque chose d'inclusif à tous les Canadiens, dit-il. Alors j'ai ajouté aux caractères



Le designer Raymond Larabie a été choisi en 2014 pour accoucher d'une griffe typographique capable d'incarner l'âme canadienne.
CHIKAKO LARABIE

déjà existants les caractères propres aux langues autochtones.»

La fonte « nationale » combine donc les lettres de l'alphabet, ainsi que des caractères syllabiques propres aux dialectes autochtones. La plupart de ces glyphes ont été créés au XIX^e siècle par les missionnaires qui côtoyaient notamment les Cris et les Hurons. L'écriture propre au langage inuktitut, très géométrique, est dérivée de celles des Cris.

Selon Larabie, la police a été largement utilisée pendant les célébrations du 150^e du Canada, et une version remaniée destinée à une mission sur Mars, intitulée Canada 1500, a aussi été rendue accessible dans le domaine public. Un succès, la police canadienne?

Selon certains designers, le choix fait par le Canada est plutôt décevant.

« Il ne s'agissait même pas d'une création, mais d'une fonte existante qui a été remaniée à d'autres fins. Quand on invente une fonte, on part d'une idée, des besoins d'une communauté ou d'un client. L'idée d'avoir une fonte nationale n'est pas mauvaise, mais dans le cas du Canada, cela a eu peu d'impact sur les usages », affirme Raphaël

Daudelin, designer associé chez StudioFeed et spécialiste du design graphique et de la typographie.

Selon ce dernier, seulement 5000 \$ des 220 millions investis dans les célébrations ont été attribués au logo de l'événement. Un signe que le design comptait peu ou prou dans la tête des organisateurs.

Lettres du futur

Reste que Larabie a créé dans sa jeune carrière plus de 600 fontes de styles divers, dont plusieurs d'inspiration futuriste.

Après avoir travaillé dans l'industrie du jeu vidéo en Ontario, où il a dessiné les titres de jeux à grand succès, comme Grand Theft Auto et Max Payne, il a développé plusieurs fontes inspirées de l'esthétisme des années 1960 et 1970, du monde informatique et de la science-fiction.

À l'époque, le style futuriste, utilisé seulement dans les logos, était aussi dépassé que le style gothique pour les polices de caractères, dit-il.

« On vit dans un monde high-tech, rectilinéaire, et mes fontes sont souvent utilisées pour les produits électro-

niques, alors cela m'a poussé à aller vers ce genre de projets », expliquait-il au magazine *How* en 2017.

« Je suis particulièrement inspirée par des fontes comme Microgamma et ses lettres carrées, qui ont un look ultramodern, même si elles ont été créées il y a plus de 60 ans! » explique aujourd'hui le designer, qui s'est aussi spécialisé dans les « stickers ».

Sur le tableau de chasse de Larabie, on note la création de la fonte Korataki, créée pour le jeu *Mass Effect* et téléchargée 60 millions de fois, et de Coolvetica, une version remaniée et moins sérieuse de la célèbre Helvetica. Le designer aspire à créer de nouvelles fontes destinées à incarner la vision que se font les humains du futur.

« L'incarnation du futur est parfois déformée dans les fontes de science-fiction. On est restés pris avec l'image de *Star Trek* ou de *Blade Runner*, il se serait peut-être temps de développer de nouvelles visions du futur », ajoutait-il en entrevue avec *How*.

Chose certaine, la future version Larabie en Canada 150 peut désormais se lire autant en français qu'en anglais ou en Inuktitut.

EN BREF



Gaétan Barrette
JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Les dentistes menacent de se retirer du régime public

Les dentistes menacent de se retirer du régime public à la fin du mois d'août si le premier ministre Philippe Couillard ne s'interpose pas entre eux et son ministre de la Santé, Gaétan Barrette, dans les négociations du renouvellement de leur entente. Le président de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec, le docteur Serge Langlois, accuse le ministre Barrette de faire de la désinformation et de la provocation. L'Association reproche au ministre de vouloir imposer une baisse de rémunération à ses membres, dont le revenu moyen se situe autour de 180 000 \$ par année. Le ministre se dit ouvert à la négociation, tout en ajoutant que « la collaboration des deux parties est nécessaire ».

La Presse canadienne

« Les Courageuses » : Gilbert Rozon veut en appeler du jugement

Gilbert Rozon veut en appeler du jugement qui a autorisé l'action collective des « Courageuses » contre lui. Le fondateur de Juste pour rire a déposé plus tôt en juillet une demande pour obtenir la permission de la Cour d'appel afin de pouvoir présenter ses arguments — et faire annuler cette autorisation. Selon lui, il semble que le juge Donald Bisson de la Cour supérieure — qui a donné son feu vert à l'action — ait voulu faciliter la dénonciation d'actes d'agression sexuelle. « Un objectif louable, certes, mais étranger aux critères d'autorisation de l'action collective », peut-on notamment lire dans la requête pour permission d'en appeler.

La Presse canadienne

La RDC annonce la fin de l'épidémie d'Ebola

KINSHASA — Kinshasa a annoncé mardi la fin de la neuvième épidémie de la maladie à virus Ebola sur le sol congolais, pour laquelle le « pire des scénarios » a été évité grâce à une mobilisation rapide et au recours, pour la première fois, à un vaccin contre cette fièvre hémorragique. Cet épisode d'Ebola aura tué 33 personnes pour 54 cas au total. Le bilan final apparaît comme un moindre mal, puisque les autorités congolaises s'étaient préparées avec leurs partenaires « au pire des scénarios » avec cette épidémie qui a touché l'Équateur, à la frontière du Congo-Brazzaville. L'inquiétude a été à son comble lorsque la maladie a gagné dès le 16 mai la capitale provinciale Mbandaka.

Agence France-Presse

LEDEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30
Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par courriel publicite@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3452
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com